

# 1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : aux prises avec la baisse des cours du pétrole et les conflits

*L'intensification des conflits et la baisse des cours du pétrole affaiblissent les perspectives de croissance et augmentent les risques dans l'ensemble de la région, ce à quoi est venu s'ajouter récemment un accès d'instabilité sur les marchés mondiaux de capitaux. La croissance devrait ralentir à court terme, mais d'une manière modérée, les pays utilisant, dans la mesure du possible, leurs amortisseurs budgétaires et les diverses possibilités de financement. Devant la diminution de leurs recettes pétrolières, beaucoup de pays ont entrepris d'assainir leurs finances publiques, mais les mesures qu'ils ont prises ne seront probablement pas suffisantes pour leur permettre d'assurer la stabilité budgétaire à moyen terme et l'équité intergénérationnelle et de reconstituer les amortisseurs nécessaires pour faire face à de nouveaux chocs pétroliers à l'avenir. Le maintien de la confiance passe par la formulation rapide de vastes programmes d'ajustement budgétaire et par une bonne communication. Les pressions budgétaires soulignent aussi la nécessité d'une croissance tirée par le secteur privé, de la création d'emplois et de la diversification économique. L'assouplissement attendu des sanctions imposées à l'Iran devrait avoir des effets contrastés sur les autres pays exportateurs de pétrole de la région en faisant peser sur eux le risque de nouvelles baisses des cours du pétrole, mais en leur ouvrant la perspective d'une augmentation de l'investissement et des échanges hors pétrole.*

## Une nouvelle conjoncture marquée par la baisse des cours du pétrole

Les cours du pétrole ont chuté brutalement au second semestre de l'année dernière et, à nouveau, cet été<sup>1</sup>. Ils sont tombés d'environ 110 dollars à moins de 50 dollars le baril entre juillet 2014 et janvier 2015. Ils ont continué de fluctuer depuis, remontant à environ 65 dollars le baril au printemps avant de retomber à moins de 50 dollars dans le contexte d'une offre robuste et d'une demande qui reste faible (graphique 1.1).

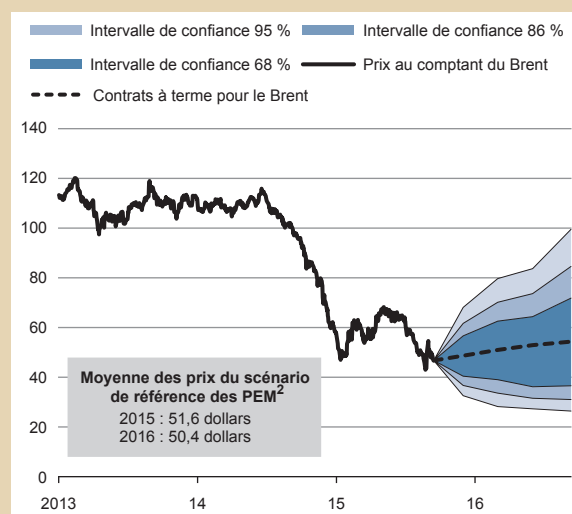
Des forces du côté de l'offre ont fortement contribué à l'émergence de cette nouvelle conjoncture marquée par la baisse des prix du pétrole. La révolution du schiste, la décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de protéger sa part de marché et la levée attendue des sanctions imposées à l'Iran sont autant de facteurs qui contribuent à cette baisse. S'agissant de la demande, la faiblesse persistante de la croissance mondiale a aussi contribué au repli des cours, avec dernièrement les inquiétudes suscitées par un ralentissement

Ce chapitre a été préparé par Bruno Versailles avec le concours d'Inutu Lukonga en s'appuyant sur les recherches effectuées par Brian Hiland.

<sup>1</sup>Le chapitre 4 expose de manière plus approfondie la façon dont les autorités des pays des régions MOANAP et CAC ont réagi à la baisse des cours du pétrole.

Graphique 1.1

### Cours du Brent<sup>1</sup> (Dollars/baril)



Sources : Bloomberg L.P.; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup>Sur la base des prix des contrats à terme et des options au 15 septembre 2015.

<sup>2</sup>Moyenne des prix au comptant du WTI, Brent et Dubai Fateh.

de la croissance en Chine et, plus généralement, les vulnérabilités des pays émergents (Husain *et al.*, 2015).

Les marchés tablent sur une légère remontée des cours du pétrole à moyen terme, mais non sur un retour aux pics atteints en 2014. Le prix du pétrole devrait s'établir en 2015 à 52 dollars le baril et augmenter progressivement pour se situer aux

alentours de 63 dollars en 2020<sup>2</sup>. Ces chiffres sont toutefois très incertains. Les risques pesant sur la croissance mondiale restent orientés à la baisse en raison notamment de l'instabilité qui a récemment affecté les marchés de capitaux et les taux de change. Il est difficile de prédire la rapidité avec laquelle l'Iran pourra accroître sa production pétrolière (chapitre 5), tandis que celle des pays en proie à un conflit continuera probablement de fluctuer.

La baisse des recettes tirées des exportations de pétrole — de 360 milliards de dollars pour l'ensemble des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en 2015 — va fortement réduire l'excédent extérieur de la région et le muer en déficit. Les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) vont voir leur solde des transactions courantes passer d'un excédent de 15 % du PIB en 2014 à un déficit de ¼ % en 2015, tandis que le déficit extérieur courant des pays exportateurs de pétrole non membres du CCG atteindra 8¾ % du PIB en 2015, contre 1½ % du PIB en 2014. À moyen terme, sous l'effet de la légère remontée attendue des cours du pétrole et des mesures d'ajustement budgétaire, le solde des transactions courantes des pays membres du CCG devrait revenir à un excédent de 2 % du PIB, alors que celui des pays non membres devrait enregistrer un excédent de quelque ¼ % du PIB.

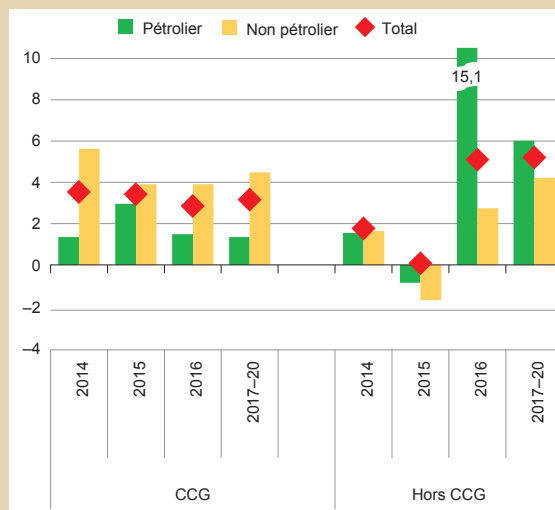
## L'assainissement des finances publiques et les conflits pèseront sur l'économie

La croissance devrait ralentir à court terme dans les pays du CCG sous l'effet du lancement des mesures d'assainissement budgétaire. Elle devrait atteindre à peine 4 % en 2015 et 2016 en dehors du secteur pétrolier, soit une baisse de 1¾ % par rapport à 2014, comme l'assainissement des finances publiques, ou son anticipation, commencera à faire sentir ses effets, notamment en Arabie saoudite et dans les Émirats arabes unis (graphique 1.2). Les soldes primaires hors pétrole devraient s'améliorer en moyenne de 1¼ point de pourcentage en 2015 (voir

<sup>2</sup>Il s'agit de la moyenne des cours au comptant du pétrole, moyenne simple des cours des bruts Brent, Dubaï Fateh et West Texas Intermediate.

Graphique 1.2

### Croissance du PIB pétrolier, non pétrolier et total (En pourcentage)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

plus loin). Le ralentissement de la croissance hors pétrole est en partie compensé par un accroissement de la production pétrolière, notamment en Arabie saoudite. La poursuite de l'assainissement des finances publiques pourrait impliquer, à moyen terme, un léger ralentissement de la croissance globale (par rapport à 2014), malgré une légère remontée des cours du pétrole et les effets positifs attendus des réformes structurelles.

Le PIB devrait rester stationnaire en 2015 dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP non membres du CCG, après avoir progressé de 1¾ % en 2014. Cela résultera en grande partie de l'impact économique du conflit au Yémen et du ralentissement de l'activité économique en Iran, qui a épuisé l'effet positif de l'accord intérimaire de 2014 et n'a pas encore pleinement profité de la percée récente des négociations avec le groupe P5+1. En Iraq et en Libye, la croissance a été portée par une hausse de la production pétrolière, l'activité économique hors pétrole pâtissant des conflits en cours. En 2016 et au-delà, la normalisation escomptée de la situation dans les pays en proie à un conflit, jointe à l'assouplissement des sanctions en Iran, devrait permettre à la croissance de s'accélérer pour atteindre environ 5 % dans les pays non membres du CCG (chapitre 5).

## Inflation : des tendances divergentes

L'inflation se modère dans la plupart des pays de la région sous l'effet du ralentissement de la montée des prix des produits alimentaires et de l'appréciation du dollar, auquel sont de fait liées les monnaies de beaucoup des pays considérés<sup>3</sup>. Elle devrait s'atténuer légèrement dans la région du CCG en tombant de 2,6 % en 2014 à 2,4 % en 2015. En Iran, le resserrement des politiques monétaire et budgétaire a permis de stabiliser l'inflation autour de 15 %, alors qu'elle avait atteint le niveau alarmant de 35 % en 2013. L'inflation s'est accélérée en Algérie, en raison de la forte dépréciation du dinar par rapport au dollar, et surtout au Yémen, à cause du conflit.

## Les incertitudes entourant les perspectives économiques restent élevées

De fortes incertitudes entourent ces projections de croissance en raison surtout de la trajectoire que suivront les cours du pétrole qui est étroitement liée aux perspectives d'évolution de la croissance dans les pays émergents, Chine incluse (Husain *et al.*, 2015). Les cours du pétrole étant déjà faibles et la plupart des pays de la région MOAN devant afficher un déficit budgétaire, une nouvelle baisse des cours du pétrole accélérerait l'ajustement budgétaire, ce qui aurait des conséquences négatives pour la croissance (encadré 1.1).

Le rythme de l'assainissement budgétaire présente un risque, dans la région, pour les perspectives de croissance dans les pays du CCG, si la panoplie de mesures d'ajustement retenue (chapitre 4) provoque une contraction de la demande intérieure plus importante que prévu. On peut aussi craindre l'apparition d'un phénomène de lassitude à l'égard des réformes structurelles à mesure que les effets de l'assainissement budgétaire se feront sentir dans l'ensemble de l'économie.

Les projections de croissance pour les pays en proie à un conflit risquent d'être revues à la baisse. Les

<sup>3</sup>En moyenne, les taux de change effectifs réels se sont appréciés de 4 % dans les pays membres du CCG, et ils sont restés globalement stables dans les autres pays exportateurs de pétrole au premier semestre de 2015.

conflits qui sévissent en Iraq, en Libye et au Yémen pourraient durer plus longtemps qu'escompté dans ces projections, ce qui freinerait la croissance dans les pays concernés et aurait des répercussions négatives dans les pays voisins. La continuation des conflits pourrait aussi avoir un effet important sur la confiance dans l'ensemble de la région et assombrir encore plus les perspectives de croissance (encadré 1.2). En revanche, la levée des sanctions imposées à l'Iran pourrait avoir un effet positif sur la croissance plus important que celui envisagé dans le scénario de référence si le pays l'accompagne de réformes intérieures ayant des retombées favorables sur la région (chapitre 5).

La normalisation attendue de la situation monétaire dans les pays avancés, notamment aux États-Unis, pourrait être moins progressive ou harmonieuse que les marchés ne l'envisagent actuellement. Les coûts de financement pourraient augmenter et l'accès aux marchés devenir plus difficile pour les pays de la région à un moment où la baisse des cours du pétrole augmente la nécessité d'y recourir (encadré 1.3). Une amélioration des perspectives économiques aux États-Unis par rapport au reste du monde pourrait renforcer durablement le dollar et impliquer un durcissement procyclique des conditions monétaires dans les pays dont le taux de change est lié à la devise américaine.

Les faibles résultats récemment affichés par la Chine ont amplifié l'instabilité des marchés mondiaux de capitaux. Bien que les échanges commerciaux non pétroliers entre la Chine et les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP soient relativement modestes (graphique 1.3), un ralentissement plus marqué que prévu de la croissance en Chine risque d'augmenter les pressions qui pèsent sur les cours du pétrole du fait de l'importance de la demande chinoise et de provoquer ainsi une nouvelle détérioration des soldes budgétaires et extérieurs des pays exportateurs de pétrole qui aura un effet négatif sur la croissance (graphique 1.4). Les liens financiers avec la Chine sont limités, et de nouvelles baisses des cours des actions ou de la valeur du renminbi chinois ont peu de chances d'affecter sensiblement les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP même si les marchés boursiers régionaux ont fléchi sous l'effet des turbulences observées dans les pays émergents, surtout dans le cas de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et d'Oman.

## Encadré 1.1

## Effet sur la croissance de la baisse des cours du pétrole dans les régions MOAN et CAC

La baisse des cours du pétrole a un effet négatif sur la croissance des pays qui sont fortement tributaires des exportations d'hydrocarbures principalement par le biais des dépenses publiques (Husain, Tazhibayev et Ter-Martirosyan, 2008). Dans les régions MOAN et CAC, les profits pétroliers bénéficient dans une large mesure aux pouvoirs publics, qui, devant la baisse des recettes fiscales, peuvent décider de réduire les dépenses. Les consommateurs et les entreprises peuvent aussi freiner leur consommation et leurs investissements en prévision, ou en conséquence, de ces réductions. Dans les pays à régime de change flexible, la dépréciation monétaire peut permettre d'atténuer l'effet négatif de la baisse des cours du pétrole sur les recettes publiques en monnaie nationale et rendre ainsi moins nécessaire une réduction des dépenses publiques, au moins en termes nominaux (chapitre 4).

Cet encadré a pour objet d'examiner les implications que pourrait avoir pour la croissance une chute durable des cours du pétrole de 10 dollars le baril en dessous du niveau de référence du FMI, sur la période 2016–20. Presque tous les pays exportateurs de pétrole des régions MOAN et CAC risquant d'accuser des déficits budgétaires sur la base du niveau de référence actuel, qui envisage déjà de très faibles prix du pétrole, les pertes de recettes résultant de la baisse des cours de 10 dollars sont supposées être progressivement compensées par de nouvelles mesures en matière de recettes et de dépenses. Comme le signale le présent chapitre, beaucoup de pays exportateurs de pétrole ont pu utiliser leurs amortisseurs financiers pour différer ou éviter un ajustement budgétaire approfondi. Des hypothèses budgétaires plus défavorables sont toutefois retenues ici pour examiner les risques négatifs possibles de très faibles prix du pétrole. L'effet sur la croissance a été calculé par les équipes du FMI chargées des pays sur la base de ce qu'on appelle les multiplicateurs budgétaires, estimés dans Cerisola *et al.* (2015), Espinosa et Senhadji (2011) et d'autres publications.

- Dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN, la croissance ralentirait de  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{1}{2}$  point en 2016, et le ralentissement s'accroîtrait encore en 2017–18 pour atteindre  $\frac{1}{2}$  à  $\frac{3}{4}$  point du PIB à mesure que l'effet de contraction budgétaire s'installerait. À moyen terme, la croissance serait inférieure de  $\frac{1}{4}$  à  $\frac{1}{2}$  point environ au niveau de référence, le durcissement des politiques budgétaires continuant de peser sur la croissance (graphique 1.1.1).
- La baisse de la croissance est moindre dans les pays exportateurs de pétrole de la région CAC que dans ceux de la région MOAN puisqu'elle ne dépasse pas  $\frac{1}{4}$  de point du PIB environ chaque année. Ce résultat s'explique, dans l'ensemble, par une moindre dépendance des budgets à l'égard des recettes pétrolières, une plus grande flexibilité des taux de change et, dans une moindre mesure, par l'idée que certains pays de la région CAC seraient davantage susceptibles d'envisager d'accroître leurs recettes non pétrolières que les pays exportateurs de pétrole de la région MOAN, dans lesquels l'ajustement budgétaire impliquerait de fortes réductions de l'investissement public.

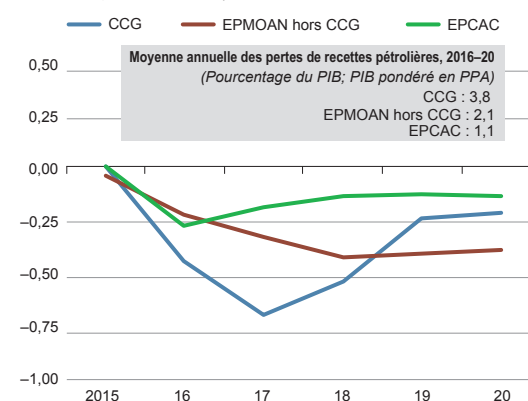
Il est possible que l'effet effectif sur la croissance s'écarte nettement de ces estimations moyennes. Des gouvernements, notamment ceux qui jouissent, au départ, d'amortisseurs plus importants et/ou d'un plus faible niveau d'endettement, pourraient décider de continuer à ne compenser que partiellement les pertes de recettes

Cet encadré a été préparé par Martin Sommer et Bruno Versailles avec le concours de Brian Hiland.

Graphique 1.1.1

## Impact de l'assainissement budgétaire sur la croissance du PIB réel

(Points de pourcentage d'écart par rapport au scénario de référence du FMI; PIB pondéré en PPA)



Source : calculs des services du FMI.

Note : Le scénario repose sur une réduction des prix du pétrole de 10 dollars/baril par rapport au niveau de référence du FMI en 2016–2020. On suppose que les mesures de politique budgétaire compenseront la moitié du manque à percevoir en 2016, et la totalité d'ici à 2020. EP = exportateurs de pétrole; PPA = parité de pouvoir d'achat.

**Encadré 1.1** (*fin*)

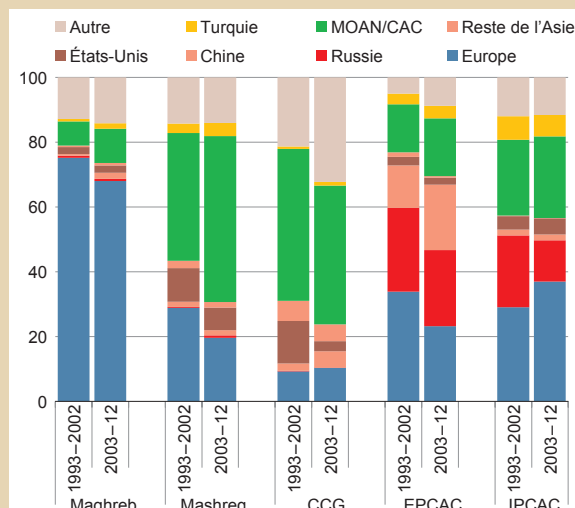
pétrolières et de liquider des avoirs ou de laisser filer la dette. Dans certains pays, l'effet négatif sur la croissance pourrait être exacerbé par les canaux financiers si, par exemple, les États et les compagnies pétrolières diminuaient leurs dépôts dans le système bancaire, réduisant ainsi les moyens de financement du crédit, tandis qu'une forte dépréciation du taux de change augmenterait le service de la dette sur les obligations en devises (chapitre 6). Dans les pays de la région CAC, les retombées de la situation en Russie, pays exportateur de pétrole et principal partenaire commercial de la région, pourraient amplifier l'effet négatif sur la croissance de l'assainissement des finances publiques (chapitre 7).

Enfin, la réduction de l'investissement public peut être préjudiciable à la croissance dans les pays dont les infrastructures sont insuffisamment développées. Pour limiter ces effets négatifs, elle doit être effectuée en privilégiant les projets très rentables et les économies de coûts dans le cadre d'un processus concurrentiel de gestion des investissements plus transparent (Albino-War *et al.*, 2014). Une autre façon de rendre l'ajustement budgétaire plus favorable à la croissance serait de revoir la tarification de l'énergie (encadré 4.3).

### Graphique 1.3

### Part des exportations non pétrolières par destination

(Pourcentage, moyenne des périodes)



Sources : base de données Comtrade des Nations Unies; calculs des services du FMI.

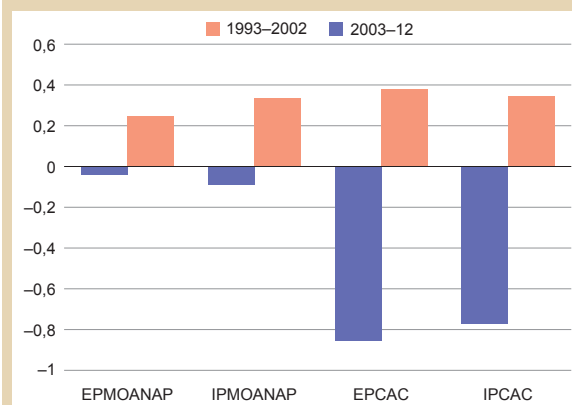
Note : EP = exportateurs de pétrole; IP = importateurs de pétrole.

## La poursuite de l'assainissement des finances publiques s'impose face à la baisse des cours du pétrole

La baisse des cours du pétrole a provoqué une forte détérioration des soldes budgétaires. Les déficits budgétaires devraient atteindre 13 % du PIB dans la région du CCG et 12 % ailleurs, avant de diminuer légèrement à moyen terme (graphique 1.5). La récente détérioration des soldes budgétaires a été plus

Graphique 1.4

### Corrélations de la croissance moyenne avec la Chine



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : EP = exportateurs de pétrole; IP = importateurs de pétrole.

marquée dans les pays du CCG du fait de leur plus grande dépendance à l'égard des recettes pétrolières (graphique 1.9).

Le chapitre 4 offre une analyse approfondie des défis budgétaires que les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP doivent relever. Ses principaux points sont les suivants :

- La baisse des cours du pétrole est probablement en grande partie durable. Il faudra donc que les pays exportateurs ajustent leurs politiques de dépenses et de recettes pour assurer la viabilité budgétaire et l'équité intergénérationnelle et reconstituer leurs marges de manœuvre. Les pays qui disposent d'amortisseurs importants peuvent procéder plus progressivement aux



## Encadré 1.2

## Estimation des coûts économiques des conflits

Les conflits s'étendent et s'intensifient dans la région MOANAP. Après avoir diminué pendant les années 90, ils ont connu une recrudescence au début des années 2000 qui est allée à l'encontre de la tendance à l'apaisement observé dans le reste du monde (graphiques 1.2.1 et 1.2.2). Ils ont aussi de plus en plus souvent revêtu la forme de conflits internes plutôt que celle de conflits entre États. Avec le développement du rôle d'acteurs non étatiques violents, comme l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), la violence affecte de plus en plus les populations civiles, et elle a un effet particulièrement négatif sur la confiance et les attentes et, par voie de conséquence, sur l'activité économique.

Les conflits peuvent affecter l'activité économique de multiples façons. Ils réduisent le stock de capital humain et physique par les victimes qu'ils font, ainsi que par les déplacements massifs de populations et la destruction d'infrastructures, de bâtiments et d'installations qu'ils provoquent. Ils peuvent disloquer les méthodes de production et les axes commerciaux établis. Ils créent un climat d'incertitude qui nuit à la confiance. La diminution des stocks de capital humain et physique réduit également le potentiel de croissance. Les pauvres et les plus vulnérables sont généralement les premières victimes des conflits du fait que les nouvelles contraintes que ceux-ci font peser sur les budgets publics (au titre, par exemple, de l'accroissement des dépenses de sécurité et de défense ou, dans le cas des pays voisins, de l'accueil des réfugiés) ont tendance à exclure les dépenses sociales ou à faire baisser la qualité des services publics.

Pour estimer ces effets, nous avons eu recours aux données concernant d'importants épisodes de violence politique du Centre pour la paix systémique (Center for Systemic Peace, CSP). Ces données, qui couvrent des épisodes de conflit ou de violence interne et international(e) pour un groupe déséquilibré de pays (66 en 1946 et 167 en 2014), évaluent leur intensité sur une échelle de 0 (absence de conflit) à 10 (guerre totale)<sup>1</sup>. Pour les besoins de notre analyse, nous avons utilisé comme indicateur de l'intensité des conflits la somme des intensités d'importants épisodes de violence politique

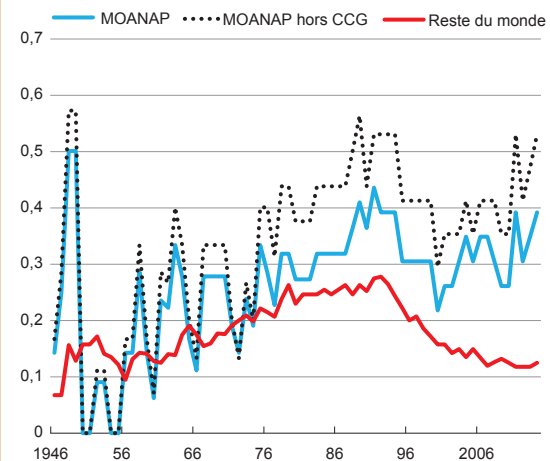
Cet encadré a été préparé par Davide Lombardo.

<sup>1</sup> D'autres études ont suivi diverses approches pour chiffrer l'impact économique des conflits. Certaines se sont focalisées sur des conflits particuliers et ont comparé les chiffres observés après les conflits aux projections établies avant leur éclatement ou à des simulations contrefactuelles (Meyersson, 2015), ou encore à des régions de référence (Abadie et Gardeazabal, 2003). D'autres études suivent une approche plus narrative (Sab, 2014).

Graphique 1.2.1

## Fréquence des conflits, par région

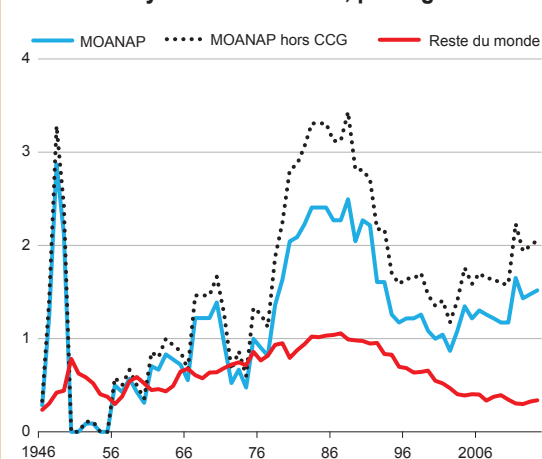
(Part des pays en conflit par rapport au total des pays, par année)



Sources : Center for Systemic Peace; calculs des services du FMI.

Graphique 1.2.2

## Intensité moyenne des conflits, par région



Sources : Center for Systemic Peace; calculs des services du FMI.

Note : L'intensité des conflits correspond à la somme des intensités des grands épisodes de violence politique aux niveaux national et international, telle que calculée par le Center for Systemic Peace.

**Encadré 1.2 (fin)**

interne et internationale. Théoriquement, cet indicateur devrait donner un chiffre compris entre 0 (absence de conflit) et 20. En réalité, la valeur maximale obtenue pour l'échantillon considéré est de 13 (pour l'Iran entre 1980 et 1985 et l'Iraq en 1990–91).

Notre analyse empirique confirme que les conflits violents ont des effets fortement négatifs sur les performances macroéconomiques. On estime ainsi, par exemple, qu'au cours des cinq dernières années, les conflits ont amputé en moyenne, chaque année, de 2¼ points la production des pays qu'ils ravageaient. De plus :

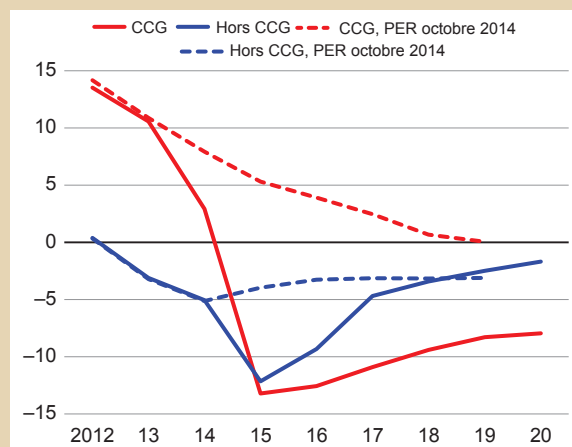
- Même les pays qui ne sont pas eux-mêmes en proie à un conflit accusent généralement une baisse de croissance du PIB si l'un des pays qui les entourent connaît un conflit violent.
- Les conflits ont aussi un effet négatif sur l'inflation (le plus souvent avec un décalage d'un an) et sur les entrées nettes d'investissement direct étranger, là encore à la fois dans les pays directement touchés et leurs voisins immédiats.
- Enfin, ces effets sont généralement cumulatifs pendant la durée des conflits.

Il ressort de ces observations que les conflits doivent retenir toute l'attention aussi bien des dirigeants des pays concernés que de la communauté internationale. Leur montée dans la région MOANAP fait non seulement de plus en plus de victimes, mais elle fait aussi peser une menace de plus en plus lourde sur la stabilité macroéconomique de la région en risquant d'avoir des retombées négatives bien au-delà des zones directement concernées.

Graphique 1.5

**Solde budgétaire, 2012–20**

(En pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

ajustements nécessaires pour limiter leur effet négatif sur la croissance, mais les autres n'ont pas d'autre option que d'introduire rapidement les changements requis, quelle que soit la phase du cycle économique dans laquelle ils se trouvent (Husain *et al.*, 2015).

- Les mesures budgétaires actuellement envisagées par la plupart des pays ne permettront probablement pas d'assainir suffisamment les finances publiques à moyen terme. Elles conduiraient les pays, à l'exception

des Émirats arabes unis, du Koweït et du Qatar, à épuiser leurs amortisseurs en moins de cinq ans du fait de l'ampleur des déficits budgétaires (graphique 1.6)<sup>4</sup>. De plus, au regard de l'hypothèse du revenu permanent, aucun des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP n'épargne suffisamment de recettes d'hydrocarbures pour les générations futures (graphique 4.3). Enfin, la forte instabilité persistante des prix du pétrole exige que les amortisseurs soient reconstitués à moyen terme pour pouvoir affronter en bon ordre toute nouvelle crise (Moniteur des finances publiques, octobre 2015). Cela s'impose d'autant plus que l'on a vu récemment les cours du pétrole chuter à nouveau brutalement après une année de fortes baisses.

<sup>4</sup>Les amortisseurs sont définis ici comme le nombre d'années pouvant s'écouler avant que les actifs publics bruts ne deviennent négatifs dans l'hypothèse de l'absence d'ajustement budgétaire (par exemple, le rapport entre le solde primaire hors pétrole et le PIB hors pétrole reste au niveau de 2014) et de recours à l'emprunt public. En pratique, beaucoup de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP peuvent financer leurs déficits en recourant à l'emprunt et à d'autres moyens — voir l'encadré 4.1 pour un exposé plus général de l'«espace budgétaire» dont disposent les gouvernants de la région MOANAP.

**Encadré 1.3****Quel serait l'effet au Moyen-Orient et en Asie centrale d'une normalisation de la politique monétaire américaine?**

En août 2015, les anticipations d'un relèvement imminent des taux d'intérêt aux États-Unis se sont atténuées devant la montée des inquiétudes suscitées par la croissance des pays émergents, mais la normalisation de la politique monétaire américaine reste à l'ordre du jour. Quand elle surviendra, elle aura des conséquences de portée considérable. Elle aura lieu normalement dans le contexte d'une amélioration des perspectives de croissance et d'une intensification des pressions inflationnistes aux États-Unis. Une accélération de la croissance américaine devrait renforcer l'activité économique mondiale par le biais des échanges commerciaux en donnant une impulsion aux prix des produits de base.

Mais, à mesure qu'elle fera sentir ses effets dans le monde, la hausse des taux d'intérêt américains risque de provoquer des sorties de capitaux, une dépréciation monétaire et un durcissement des conditions des financements internes et externes dans les pays émergents. Comme l'a montré l'accès de volatilité provoqué en mai-juin 2013 par l'annonce du retrait par la Réserve fédérale de ses mesures monétaires non conventionnelles, les spéculations entourant le moment et le rythme des relèvements des taux d'intérêt américains peuvent déstabiliser les marchés de capitaux. Dans l'ensemble, l'amélioration de la croissance mondiale devrait avoir pour les pays émergents des effets positifs, qui risquent toutefois d'être en partie neutralisés par le durcissement des conditions de financement et l'évolution des prix des produits de base. L'effet net pour chaque pays sera déterminé par le fait qu'il est exportateur ou importateur de produits de base et par la configuration de ses relations internationales.

L'effet des hausses des taux d'intérêt américains variera vraisemblablement entre les pays des régions MOANAP et CAC suivant leurs caractéristiques structurelles, le type de politique qu'ils appliquent, la phase du cycle économique dans laquelle ils se trouvent et leurs liens économiques :

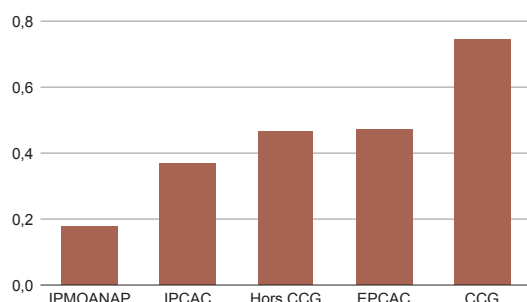
- L'effet sera probablement neutre dans les pays membres du CCG. L'accroissement de la demande américaine et ses retombées positives sur la croissance mondiale augmenteront les recettes tirées des exportations de pétrole. Mais une augmentation de la croissance aux États-Unis s'accompagnerait d'une normalisation de la politique monétaire américaine qui se traduirait par une hausse des taux d'intérêt. Celle-ci pourrait neutraliser en partie l'accroissement de la demande de pétrole si elle provoquait une plus grande instabilité sur les marchés mondiaux de capitaux qui serait préjudiciable à la croissance des pays émergents, ou si elle réduisait le rôle joué dans l'investissement par la demande de pétrole. Un relèvement des taux d'intérêt américains aurait aussi pour effet d'augmenter le coût des emprunts extérieurs, surtout pour les banques et les entreprises des pays du CCG qui se sont lancés dans de grands projets d'équipement. Il aurait une forte répercussion dans ces pays du fait de l'ancrage de leurs monnaies au dollar, et il pourrait ralentir l'investissement privé en dehors du secteur pétrolier (graphique 1.3.1). La diminution du crédit privé ne devrait pas affecter notablement l'activité économique, qui est surtout stimulée par les dépenses publiques.
- Le renforcement de la croissance américaine devrait avoir des répercussions positives comparables dans les autres pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, alors que les conséquences négatives de la normalisation de la politique monétaire américaine devraient moins s'y faire sentir du fait des liens financiers plus limités entretenus avec le reste du monde et de la faiblesse de la transmission de la politique monétaire (graphique 1.3.2).
- Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devraient tirer profit d'un effet positif de l'amélioration de la croissance aux États-Unis sur les principales destinations de leurs exportations et leurs principales sources de transferts de fonds (la zone euro, les pays du CCG et les pays émergents), en dépit de la plus grande instabilité des marchés mondiaux de capitaux qui pourrait résulter de la normalisation de la politique monétaire américaine (graphique 1.3.3). En même temps, beaucoup de ces pays ayant rattaché leur monnaie au dollar américain, l'appréciation de leur taux de change nominal par rapport à l'euro qui se produirait nuirait à leur compétitivité,

Cet encadré a été préparé par Pritha Mitra en s'appuyant sur les recherches effectuées par Mark Fischer.



## Encadré 1.3 (suite)

Graphique 1.3.1

**Corrélation des taux directeurs entre les régions MOANAP et CAC et les États-Unis**

Sources : Haver Analytics; calculs des services du FMI.

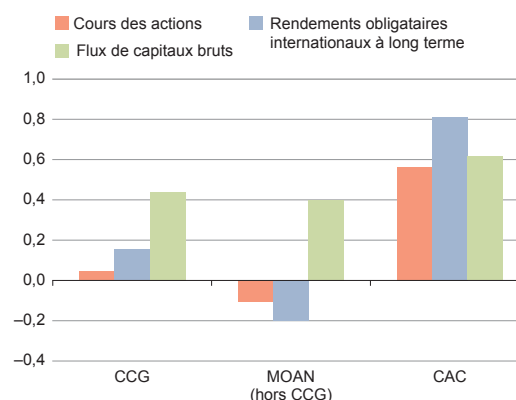
Note : corrélations simples de séries contemporaines. Les IPMOANAP excluent la Somalie, le Soudan et la Syrie. Les EPCAC excluent l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Le CCG exclut l'Arabie saoudite et Bahreïn.

EP = exportateurs de pétrole; IP = importateurs de pétrole.

et la répercussion directe de la hausse des taux d'intérêt américains serait limitée par la faiblesse de la transmission de la politique monétaire. Bien que les corrélations des rendements des obligations à long terme aient été faibles dans le passé, des turbulences sur les marchés mondiaux de capitaux pourraient faire monter le coût des emprunts extérieurs pour les gouvernements, les entreprises et les banques, ce qui, à son tour, provoquerait une hausse des taux de prêt des secteurs privés locaux et irait à l'encontre des mesures d'assouplissement monétaire, dans le contexte d'écarts de production négatifs encore importants.

- Les pays de la région CAC devraient moins profiter d'une augmentation de la croissance américaine. Leurs économies sont fortement tributaires de la Russie pour les échanges commerciaux et les envois de fonds, alors que les retombées positives sur la Russie de la situation aux États-Unis sont maintenant plus limitées que par le passé. Du fait de l'étroitesse des liens existant avec les marchés russes de capitaux, les turbulences observées dans les pays émergents pourraient se répercuter sur les marchés des actions, augmenter les rendements des obligations et intensifier les sorties de capitaux. Les pressions poussant à la dépréciation des monnaies dans le contexte d'une dollarisation croissante pourraient aussi être génératrices de tensions pour les bilans du secteur privé. Une hausse des taux d'intérêt irait à l'encontre de l'assouplissement de la politique monétaire dans les pays qui accusent des écarts de production encore importants. Mais les pays exportateurs de pétrole et d'autres produits de base de la région CAC verront leurs recettes d'exportation augmenter sous l'effet de l'accroissement de la demande mondiale de produits de base.

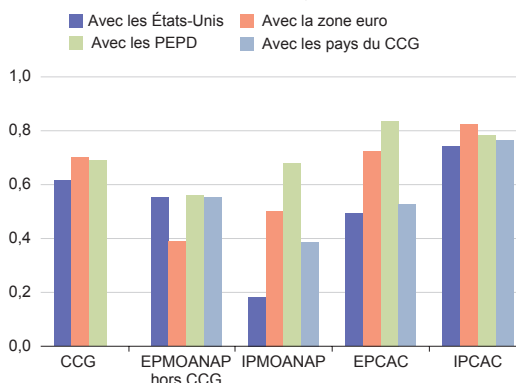
Graphique 1.3.2

**Corrélation entre les marchés financiers et les pays émergents, 2013–15**

Sources : Bloomberg L.P.; EPFR; JP Morgan; MSCI.

Note : Les corrélations sont faites entre séries contemporaines. Les rendements des actions et obligations des pays émergents ont été fournis par MSCI et JP Morgan, respectivement. Dans le cas des flux de capitaux, les pays concernés sont ceux qui figurent dans les agrégats des pays émergents et en développement des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 1.3.3

**Corrélations de la croissance, 2003–14**

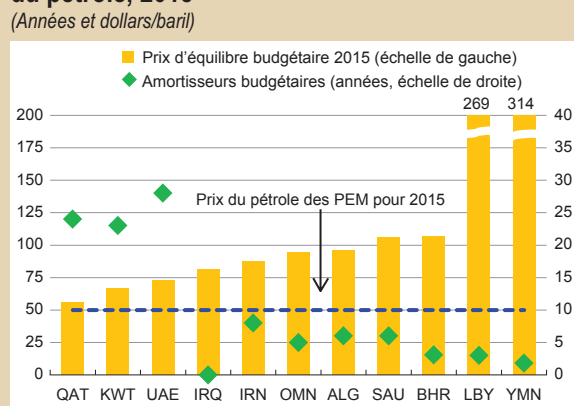
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les corrélations sont faites entre des séries contemporaines. Les barres représentent la corrélation de la croissance du PIB réel entre chaque paire de groupements de pays. Les agrégats sont ceux définis dans les *Perspectives de l'économie mondiale*. EP = exportateurs de pétrole; IP = importateurs de pétrole; PEPD : pays émergents et pays en développement.

**Encadré 1.3 (fin)**

Les politiques macroéconomiques peuvent permettre d'intensifier les effets externes qui sont positifs et d'atténuer ceux qui sont négatifs. De solides fondamentaux macroéconomiques, notamment une croissance économique largement répartie, de robustes soldes des transactions courantes, une faible inflation, une dette publique soutenable et des marchés de capitaux liquides, devraient amplifier les retombées positives sur la croissance et affermir la confiance des investisseurs en atténuant toute réaction défavorable des marchés de capitaux. Des mesures macroprudentielles et une observation attentive des risques peuvent permettre de renforcer la résilience des systèmes financiers face à l'instabilité des prix des actifs et à une brusque diminution de la liquidité des marchés. Les pays importateurs de pétrole dont la monnaie n'est pas solidement rattachée au dollar américain, et qui continuent d'accuser d'importants écarts de production négatifs, peuvent envisager de contrer les pressions à la hausse sur les taux d'intérêt en assouplissant leur politique monétaire.

Graphique 1.6

**Amortisseurs budgétaires et prix d'équilibre du pétrole, 2015**  
 (Années et dollars/baril)


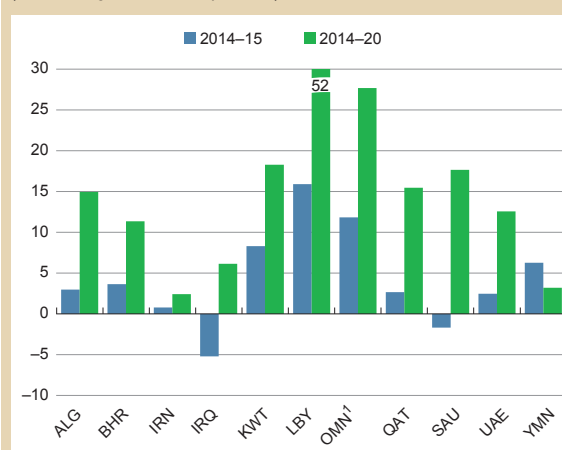
Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les années des amortisseurs se fondent sur l'hypothèse de l'absence de dette supplémentaire (autrement dit, seuls les actifs sont utilisés). Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

- Des progrès sont néanmoins envisagés dans l'assainissement des finances publiques (graphique 1.7). Dans les pays membres du CCG, l'ajustement à moyen terme devrait principalement résulter d'une réduction de l'investissement et de la suppression des dépenses ponctuelles. L'ajustement budgétaire projeté dans les pays non membres du CCG qui sont moins tributaires des recettes pétrolières (comme l'Iran) est plus modeste, tandis que les pays en proie à un conflit, comme la Libye et le Yémen, sont obligés d'assainir leurs finances publiques en raison du faible niveau de leurs amortisseurs<sup>5</sup>.

<sup>5</sup>Le solde primaire hors pétrole de l'Iraq devrait s'améliorer en 2015 en termes de niveau, mais, du fait de la forte baisse du PIB nominal hors pétrole, son évolution en pourcentage du PIB hors pétrole est négative.

Graphique 1.7

**Variations des soldes primaires hors hydrocarbures**  
 (Pourcentage du PIB non pétrolier)


Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les barres représentent les variations des soldes primaires non pétroliers entre 2014-2015 et 2014-20, respectivement. Les abréviations des pays correspondent aux codes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

<sup>1</sup>La réduction du solde primaire non pétrolier d'Oman s'explique en partie par un retrait des mesures de dépenses exceptionnelles ainsi que par une baisse automatique des subventions énergétiques due à la chute des cours internationaux du pétrole.

- À l'avenir, la composition de l'ajustement budgétaire devrait plutôt viser à freiner les dépenses courantes tout en maintenant les dépenses publiques d'équipement très rentables ainsi que les dépenses sociales essentielles.
- Plusieurs pays (Émirats arabes unis, Iran, Koweït) ont adopté des réformes salutaires de la tarification des produits énergétiques, ce qui a permis de rétrécir l'écart entre les prix locaux et les prix internationaux de référence. Les économies budgétaires qui en résultent directement sont toutefois assez limitées puisque le coût de faibles prix de l'énergie est le

plus souvent implicite<sup>6</sup>. De nouveaux progrès s'imposent dans ce domaine dans l'ensemble de la région.

- Il est indispensable de mettre rapidement en place des cadres budgétaires à moyen terme en les accompagnant d'une bonne communication pour maintenir la crédibilité des politiques menées, d'autant plus que plusieurs pays ont commencé à émettre des titres d'emprunt pour financer leurs déficits. Ces émissions favoriseront le développement de marchés obligataires sur place (encadré 4.2).
- Dans certains cas, l'ajustement budgétaire peut être rendu plus supportable par d'autres mesures telles que des politiques de change et des mesures structurelles. Les pays qui appliquent depuis longtemps un régime de parité fixe et dont les activités économiques sont peu diversifiées (les pays du CCG en particulier) devraient maintenir leur régime de change, mais faciliter l'ajustement en mettant en œuvre des programmes appropriés d'assainissement budgétaire à moyen terme.

## Des secteurs financiers sains, avec des poches de vulnérabilité surtout dans les pays non membres du CCG

Les systèmes bancaires des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP sont généralement bien placés pour faire face aux vents contraires issus du choc des cours du pétrole, même si leurs profits peuvent être mis à mal (chapitre 6). L'adoption de mesures macroprudentielles a réduit les vulnérabilités liées aux risques immobiliers et à l'endettement des ménages. Le ralentissement de l'accroissement des dépôts affecte la croissance du crédit dans certains pays (Arabie saoudite et Oman, par exemple).

Des éléments de fragilité sont toutefois présents. En Algérie et en Iraq, les risques macrofinanciers ont

<sup>6</sup>La plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP n'offrent pas à proprement parler de subventions, mais appliquent des tarifs intérieurs inférieurs aux prix internationaux, ce qui se traduit par un manque à gagner considérable au niveau des recettes budgétaires (Coady *et al.*, 2015).

augmenté en raison de la dépendance des banques à l'égard des dépôts liés au pétrole et des engagements pris envers les entreprises publiques dont les résultats sont régis par le pétrole. En Algérie, le plafonnement du financement du commerce extérieur pourrait affecter la rentabilité des banques privées. Le secteur bancaire du Yémen est exposé à des risques souverains du fait de l'importance de l'endettement de l'État, alors que les indicateurs budgétaires se dégradent.

Les banques iraniennes pâtissent d'avoirs de médiocre qualité et d'une capitalisation insuffisante du fait en partie des politiques de crédit imposées par les autorités et du pouvoir limité dont jouissent les organismes de supervision bancaire. La levée des sanctions devrait cependant stimuler la croissance et permettre aux banques iraniennes de se réinsérer dans le système bancaire international. Ces évolutions, jointes aux vastes réformes entreprises par le secteur bancaire iranien, pourraient permettre d'améliorer la santé financière des banques locales et leur aptitude à soutenir la reprise attendue. Les vulnérabilités observées dans les pays du CCG sont surtout liées à la forte concentration des prêts sur un seul emprunteur et/ou un seul secteur (comme l'immobilier).

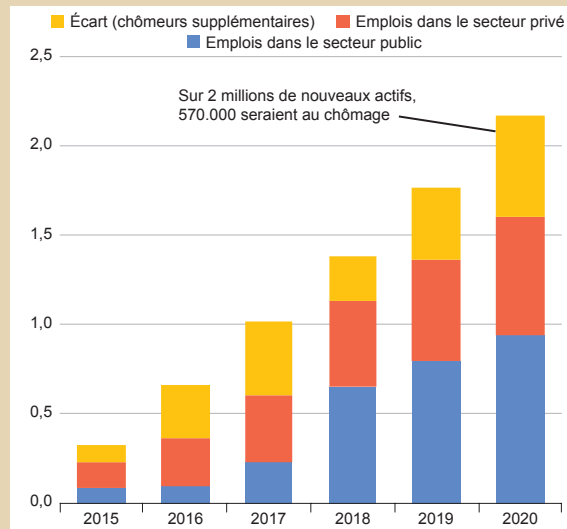
## La diversification du secteur privé s'impose

La baisse des cours du pétrole finira par contraindre les gouvernements des pays exportateurs de pétrole à embaucher moins de fonctionnaires. Dans les pays du CCG (à l'exclusion des Émirats arabes unis), plus de 2 millions de ressortissants nationaux devraient rejoindre la population active d'ici à 2020. Si la croissance de l'emploi dans le secteur privé suivait les tendances passées et si, dans le secteur public, elle se conformait aux projections budgétaires actuelles, plus d'un demi-million de nouveaux arrivants sur le marché du travail finiraient par être au chômage (graphique 1.8, barre jaune) et viendraient s'ajouter au million de sans-emploi actuels. Le taux de chômage pour l'ensemble des pays du CCG passerait de 12¾ à 16 %. Le chômage serait, bien sûr, encore plus élevé en cas de nouvelles mesures d'ajustement budgétaire revêtant notamment la forme d'une limitation de l'embauche dans le secteur public. En dehors du CCG, la population active doit s'accroître

Graphique 1.8

**Perspectives d'emploi dans les pays du CCG**

(Millions de nouveaux actifs, cumulés)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Les données pour les Émirats arabes unis ne sont pas incluses.

Les perspectives d'emploi dans le secteur public se fondent sur les taux de croissance de la masse salariale projetés dans les *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), tandis que celles du secteur privé sont basées sur les élasticités historiques emploi-croissance non pétrolière et sur les projections actuelles des PEM pour la croissance non pétrolière (comme dans Behar, 2015).

d'environ 8 millions de personnes au cours des cinq prochaines années. Sur la base des taux de croissance actuellement projetés et de l'élasticité de l'emploi par rapport à la croissance, observée antérieurement, le taux de chômage moyen devrait passer de 14 à 15½ %<sup>7</sup>. Il pourrait en fait augmenter beaucoup plus parce que le manque de liquidités empêchera les gouvernements de maintenir le rythme du recrutement dans la fonction publique.

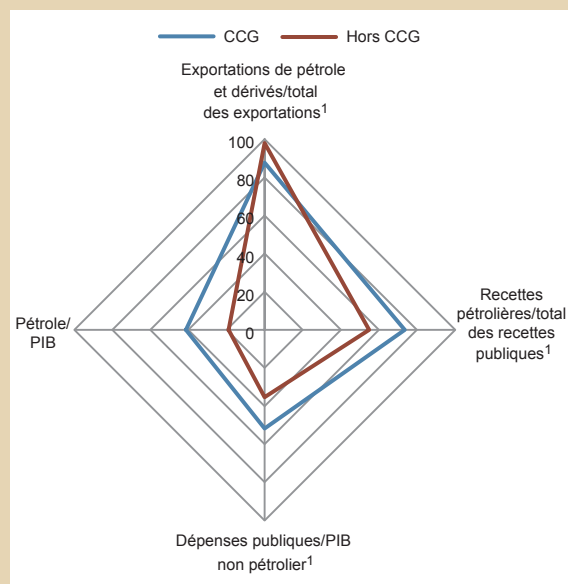
Le secteur privé devra, à l'évidence, se substituer au secteur public comme première source de création d'emplois. Cependant, l'expansion du secteur privé et la diversification des activités économiques hors du secteur pétrolier se sont jusqu'à présent avérées difficiles à réaliser. Malgré certains progrès dans ce domaine, la plupart des pays de la région restent sensiblement tributaires du secteur des hydrocarbures à forte intensité de capital, qui crée peu d'emplois directement (graphique 1.9). Le secteur privé, qui dépend lui-même beaucoup des dépenses publiques,

<sup>7</sup>Des données sur l'emploi dans les secteurs public et privé ne sont pas facilement accessibles dans le cas des pays hors CCG.

Graphique 1.9

**Diversification**

(Une valeur élevée dénote une moindre diversification)



Sources : autorités nationales; base de données Comtrade des Nations Unies; Organisation mondiale du commerce; calculs des services du FMI.

<sup>1</sup> Calculé en utilisant des moyennes triennales allant jusqu'à l'année spécifiée, ou la moyenne des trois dernières années pour lesquelles les données sont disponibles.

doit devenir autonome en étant plus concurrentiel sur d'autres marchés (y compris celui des exportations). Il est primordial, à cet égard, d'inciter les ressortissants à travailler dans le secteur privé hors hydrocarbures en améliorant et en adaptant leurs compétences aux besoins du secteur privé grâce à une amélioration de la qualité de l'enseignement<sup>8, 9</sup>. Dans les pays hors CCG, il est urgent d'améliorer le climat des affaires même si cela est difficile dans les pays en proie à un conflit qui ont des capacités institutionnelles limitées. Les besoins et les difficultés propres à ces pays sont examinés dans l'encadré 1.4.

<sup>8</sup>Il ressort de travaux de recherche menés récemment à l'Organisation de coopération et de développement économiques que les pays exportateurs de pétrole pourraient notablement améliorer leur croissance à long terme en rendant l'enseignement secondaire accessible à tous et en permettant à tous les élèves d'acquérir les compétences de base. L'Arabie saoudite gagnerait 1,25 point de PIB, Oman 1,7, le Qatar 1,3 et l'Iran et Bahreïn 1 point environ (Manushek et Woessmann, 2015, tableau 5.5).

<sup>9</sup>Voir Callen *et al.* (2014) pour une analyse plus approfondie des possibilités de diversification dans la région du CCG.

## Encadré 1.4

## Une période difficile pour les États fragiles de la région MOANAP

*La situation économique s'est beaucoup plus dégradée dans les États fragiles de la région MOANAP que dans le reste de la région en 2014–15. Dans les pays exportateurs de pétrole (Iraq, Libye, Yémen), des conditions socioéconomiques déjà difficiles ont été aggravées par des conflits régionaux et la chute des recettes pétrolières. Les pays importateurs nets de pétrole (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Somalie, Soudan, Syrie) ont été très affectés par les conflits qui les ravagent depuis longtemps et d'autres chocs particuliers. Étant donné la faiblesse de leurs amortisseurs et de leurs capacités institutionnelles, les États fragiles devront bénéficier d'une aide extérieure à la fois soutenue et flexible pour permettre leur stabilisation et leur reconstruction, et, au bout du compte, pour stimuler la résilience et favoriser une croissance solidaire.*

Huit pays et territoires de la région MOANAP sont actuellement considérés comme «fragiles» en raison de la faiblesse de leurs capacités institutionnelles et/ou de l'existence d'un conflit. Cinq d'entre eux sont fragiles depuis plus de dix ans (Afghanistan, Cisjordanie et Gaza, Iraq, Somalie, Soudan), et les trois autres le sont devenus au cours des dernières années sous l'effet de nouveaux conflits (Libye, Syrie, Yémen). Leur fragilité a de multiples causes, mais elle a été favorisée dans tous les cas par une gouvernance déficiente et des institutions politiques et économiques non inclusives. Les capacités institutionnelles n'ont guère été améliorées au cours des dix dernières années dans les trois pays (Afghanistan, Soudan, Yémen) dont les politiques et institutions ont fait l'objet d'une évaluation par la Banque mondiale (Country Policy and Institutional Assessment) (tableau 1.4.1).

Les conflits et les chocs subis ont eu un impact brutal sur les résultats économiques de tous ces États fragiles. Dans ceux d'entre eux qui sont importateurs de pétrole, la croissance s'est notablement ralentie au cours des cinq dernières années sous l'effet des conflits et de chocs particuliers (retrait des troupes étrangères d'Afghanistan, sécession du Soudan du Sud et dégradation de la sécurité en Cisjordanie et à Gaza) (graphique 1.4.1). En Syrie, le PIB aurait diminué de moitié depuis 2010, d'après les estimations. Dans les États fragiles exportateurs de pétrole (Iraq, Libye, Yémen), l'intensification des conflits a provoqué une chute brutale du PIB en 2014–15. Dans l'ensemble, les États fragiles ont aussi enregistré une inflation beaucoup plus forte que les autres pays. Les pertes considérables de capital humain et d'infrastructures physiques ont rendu la reprise économique beaucoup plus difficile.

Les États fragiles ont vu leurs marges de manœuvre se rétrécir, ce qui a encore réduit leur aptitude déjà faible à faire face aux chocs. Ils ont souvent épuisé leurs réserves internationales, et leurs déficits budgétaires se sont creusés (graphique 1.4.2). L'amenuisement de leurs amortisseurs a accru leur vulnérabilité ainsi que la nécessité d'une aide financière extérieure.

**Tableau 1.4.1. Évaluation des politiques et des institutions nationales**

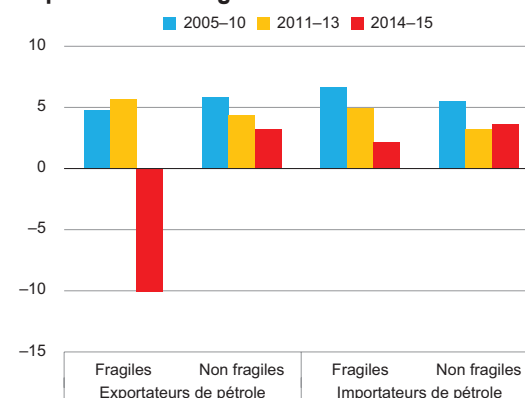
	2006	2010	2014
Afghanistan	2,6	2,6	2,7
Soudan	2,5	2,4	2,4
Yémen	3,3	3,2	3,0

Source : Banque mondiale.

Note : Les notes vont de 1 (minimum) à 6 (maximum) et sont accordées à partir d'un ensemble de 16 critères rattachés à quatre grands domaines : la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques d'inclusion et d'égalité sociale, ainsi que les institutions et la gestion du secteur public.

Graphique 1.4.1

**Taux de croissance du PIB réel pour les exportateurs et importateurs de pétrole de la région MOANAP**



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Cet encadré a été préparé par Nabil Ben Ltaifa, Abdikarim Farah, Shamiso Mapondera et Eric Mottu.



**Encadré 1.4 (fin)**

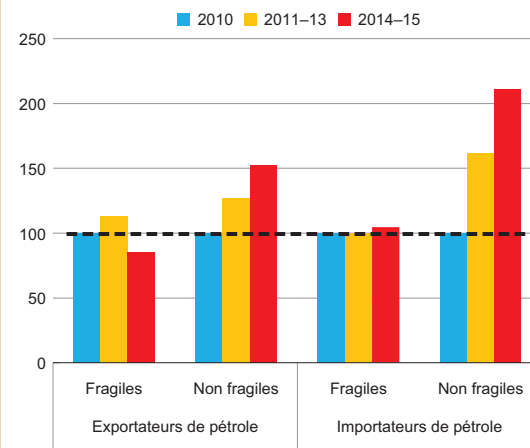
Vaincre la fragilité est une tâche difficile et de longue haleine. L'expérience acquise en Afrique subsaharienne suggère que c'est en privilégiant une action publique inclusive, en instaurant une gouvernance efficace et en élargissant l'espace budgétaire que la fragilité pourra être surmontée et qu'une croissance économique solidaire pourra être établie (Gelbard *et al.*, 2015). La route menant à la reprise et à la résilience est toutefois longue étant donné les risques politiques et sécuritaires qui la jalonnent, et elle est en outre très vulnérable à des reculs. C'est pourquoi les politiques et les réformes doivent être soigneusement échelonnées et tenir compte des particularités nationales. Elles doivent viser particulièrement à : i) obtenir un consensus politique et rétablir la paix et la sécurité, notamment en démobilisant les combattants et assurant leur réinsertion dans la société; ii) soutenir la stabilisation de l'économie; et iii) renforcer les capacités et les institutions (y compris en consolidant les institutions budgétaires et en améliorant la transparence et la responsabilisation).

Étant donné la faiblesse de leurs capacités intérieures et de leurs marges de manœuvre, les États fragiles de la région devront être rapidement et durablement soutenus par la communauté internationale pour accéder à la résilience. Ce soutien devra être pluridimensionnel, pour couvrir les très nombreux aspects de la fragilité, modulable et bien coordonné entre tous les acteurs. Le FMI aide les États fragiles à œuvrer en faveur de la stabilité macroéconomique, qui est cruciale pour la reprise économique et l'emploi, à rétablir les capacités institutionnelles nécessaires à la gestion macroéconomique en fournissant une assistance technique dans le domaine de la gestion des finances publiques, de la mobilisation des recettes budgétaires et des statistiques macroéconomiques, et à catalyser le soutien des donateurs. Le FMI s'est à nouveau engagé récemment auprès de la Somalie dans le cadre des consultations menées au titre de l'article IV, et il a fourni une aide financière à l'Iraq et au Yémen et mis en œuvre des programmes de référence en Afghanistan et au Soudan. Une étroite coordination avec les donateurs et les autorités nationales a aussi revêtu une importance capitale.

Graphique 1.4.2

**Réserves internationales brutes**

(Indice, 2010 = 100)



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

## Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000–11	2012	2013	2014	Projections	
					2015	2016
<b>Croissance du PIB réel</b>	<b>5,5</b>	<b>5,9</b>	<b>1,9</b>	<b>2,6</b>	<b>1,8</b>	<b>3,8</b>
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>						
Algérie	3,8	2,6	2,8	3,8	3,0	3,9
Arabie saoudite	5,5	5,4	2,7	3,5	3,4	2,2
Bahreïn	5,2	3,6	5,3	4,5	3,4	3,2
Émirats arabes unis	4,8	7,2	4,3	4,6	3,0	3,1
Iran, République islamique d'	5,2	-6,6	-1,9	4,3	0,8	4,4
Iraq	...	13,9	6,6	-2,1	0,0	7,1
Koweït	5,3	7,7	0,8	0,1	1,2	2,5
Libye	-1,0	104,5	-13,6	-24,0	-6,1	2,0
Oman	3,7	5,8	4,7	2,9	4,4	2,8
Qatar	13,0	4,9	4,6	4,0	4,7	4,9
Yémen	3,0	2,4	4,8	-0,2	-28,1	11,6
<b>Inflation des prix à la consommation</b>	<b>7,4</b>	<b>10,4</b>	<b>10,4</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>5,1</b>
<i>(Moyenne annuelle en pourcentage)</i>						
Algérie	3,4	8,9	3,3	2,9	4,2	4,1
Arabie saoudite	2,0	2,9	3,5	2,7	2,1	2,3
Bahreïn	1,4	2,8	3,3	2,7	2,0	2,1
Émirats arabes unis	4,8	0,7	1,1	2,3	3,7	3,0
Iran, République islamique d'	15,1	30,5	34,7	15,5	15,1	11,5
Iraq	18,5	6,1	1,9	2,2	1,9	3,0
Koweït	3,3	3,2	2,7	2,9	3,3	3,3
Libye	5,3	6,1	2,6	2,8	8,0	9,2
Oman	2,7	2,9	1,2	1,0	0,4	2,0
Qatar	4,7	1,9	3,1	3,0	1,6	2,3
Yémen	11,7	9,9	11,0	8,2	30,0	15,0
<b>Solde budgétaire global des administrations publiques</b>	<b>6,7</b>	<b>7,3</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,8</b>	<b>-12,7</b>	<b>-11,1</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	4,6	-4,0	-1,5	-7,9	-13,9	-11,4
Arabie saoudite	7,8	12,0	5,8	-3,4	-21,6	-19,4
Bahreïn <sup>1</sup>	0,2	-3,2	-4,3	-5,7	-14,2	-13,9
Émirats arabes unis <sup>3</sup>	11,1	10,9	10,4	5,0	-5,5	-4,0
Iran, République islamique d' <sup>2</sup>	2,1	-1,9	-2,2	-1,1	-2,9	-1,6
Iraq	...	4,1	-5,8	-5,3	-23,1	-17,7
Koweït <sup>1</sup>	27,9	34,6	34,0	26,3	1,2	0,0
Libye	11,5	27,8	-4,0	-43,5	-79,1	-63,4
Oman <sup>1</sup>	9,5	4,7	3,2	-1,5	-17,7	-20,0
Qatar	9,3	14,2	20,7	14,7	4,5	-1,5
Yémen	-2,4	-6,3	-6,9	-4,1	-8,5	-9,2
<b>Solde des transactions courantes</b>	<b>12,9</b>	<b>17,3</b>	<b>15,2</b>	<b>8,9</b>	<b>-3,4</b>	<b>-4,3</b>
<i>(Pourcentage du PIB)</i>						
Algérie	14,1	5,9	0,4	-4,5	-17,7	-16,2
Arabie saoudite	16,2	22,4	18,2	10,3	-3,5	-4,7
Bahreïn	6,4	7,2	7,8	3,3	-4,8	-5,9
Émirats arabes unis	11,9	21,3	18,4	13,7	2,9	3,1
Iran, République islamique d'	4,8	4,0	7,0	3,8	0,4	1,3
Iraq	...	6,7	1,3	-2,8	-12,7	-11,0
Koweït	31,7	45,2	41,2	31,0	9,3	7,0
Libye	24,0	29,1	13,6	-30,1	-62,2	-49,1
Oman	9,0	10,3	6,6	2,0	-16,9	-24,3
Qatar	18,9	32,6	30,9	26,1	5,0	-4,5
Yémen	0,4	-1,7	-3,1	-1,7	-5,3	-5,4

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

Note : variables communiquées sur la base de l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars) et le Qatar (avril/mars).

<sup>1</sup>Administration centrale.<sup>2</sup>Administration centrale et Fonds de développement national à l'exclusion de l'organisation des subventions ciblées.<sup>3</sup>Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats d'Abou Dhabi, de Dubaï et de Sharjah.